

REFORMES SOCIALES : LE PRESIDENT "DE TOUS LES FRANCAIS" FAIT DU TRI SELECTIF

Le Président de la République a prononcé devant les journalistes de l'information sociale un discours sur ses ambitions en matière de réformes sociales. Inutile de dire que ses réformes pour les salariés n'ont pas la même saveur que les multiples offrandes fiscales faites aux patrons et aux plus favorisés de ce pays depuis son installation à l'Élysée.

Non seulement N.Sarkozy ne répond pas à l'urgence des priorités et des exigences sociales exprimées par les salariés, mais il renvoie tout règlement de situation à un choix individuel du salarié. Dans ce processus, comme dans l'intégralité d'un discours empreint des propositions du Medef, il s'efforce de ne pas contraindre le patronat.

Casse du droit du travail, précarisation de l'emploi, instabilité de la vie familiale, attaques contre les 35 heures, sanctions en tout genre, franchises médicales, détérioration des retraites...N.Sarkozy a fait étalage de son objectif d'abandonner les fondements de la solidarité et de tout repère collectif.

Le Président de « tous les français » fait du tri sélectif : les plus aisés de son côté, les autres sur le bas côté. Il excelle dans l'art de la manipulation de l'opinion publique quand l'intérêt des plus aisés nécessite d'opposer les salariés entre eux.

Nous ne sommes pas dupes. L'agitation et les oppositions organisées autour des régimes spéciaux y participent dans une volonté de masquer la réalité de sa politique économique et sociale.

Au nom de l'équité, N.Sarkozy s'attèle à faire croire qu'il faut développer l'emploi des seniors, augmenter le temps de travail, la

durée de cotisations pour les retraites afin de donner du travail aux jeunes.

Il veut faire croire aux salariés du régime général qu'ils ont intérêt à la disparition des régimes spéciaux. Les salariés ainsi divisés, faciliteraient la marche en avant vers le nivellement par le bas des retraites de tous les salariés.

Car c'est bien de cela dont il s'agit. Le Président l'a réaffirmé. **Attaquer les régimes spéciaux aujourd'hui n'est pas tant une question d'équité ; c'est une condition pour le gouvernement afin d'entreprendre demain une « 3ème réforme » du régime général et exiger des salariés de nouveaux sacrifices (allongement de la durée de cotisation, une nouvelle baisse des pensions...).**

La CGT refuse de rentrer dans ce jeu destructeur. Elle récuse les sous-entendus du Président ciblant, habilement dans le texte, les cheminots comme faisant partie des profiteurs de notre société qui « voleraient » de l'argent à la collectivité. Elle entend rétablir toutes les inepties, les contrevérités véhiculées chaque jour par le Président, ses conseillers et porte-parole, son Gouvernement et la quasi-totalité les médias.

La CGT exige que l'on se donne le temps du débat avec les salariés et de la négociation afin de rechercher une équité par le haut de tous les salariés du public comme du privé, le renforcement des régimes de retraites, l'amélioration des prestations.



Communiqué des organisations CGT de la Fonction publique
(UGFF – SANTE – FAPT – SERVICES PUBLICS)

Alors que Nicolas Sarkozy veut démanteler le Statut de la Fonction publique pour casser le service public, la mobilisation s'impose !

Non content d'ignorer les principales préoccupations des fonctionnaires et agents publics, à savoir l'augmentation du point d'indice et la préservation de l'emploi public, le Président a franchi une étape dans son entreprise de démantèlement du Statut de la Fonction publique et donc des garanties de l'égalité de traitement dans le service rendu aux usagers.

Les différentes annonces de Nicolas Sarkozy sont autant d'attaques frontales contre chacun des piliers du Statut :

- développement de l'individualisation des carrières et des rémunérations
- remise en cause du principe républicain du concours
- incitation à quitter la Fonction publique
- choix laissé aux nouveaux entrants entre Statut et contrat de droit privé

En vidant le Statut de sa substance, le Président met en cause les garanties collectives des fonctionnaires et donc leur indépendance. Cette conception dévoyée de la Fonction publique ne peut que conduire à une rupture historique avec le principe de solidarité et d'égalité d'accès au service public et donc, à un service dégradé pour les usagers.

Sous couvert de modernisation, et loin de tout progrès, Nicolas Sarkozy prône en fait aujourd'hui pour la Fonction publique un retour en arrière de plusieurs décennies !

Non seulement les projets présidentiels n'apportent pas de réponse satisfaisante aux fonctionnaires et mettent en cause le service public, mais ils vont aggraver la situation de l'emploi, ne contribueront pas à l'amélioration de la croissance et accentueront l'abaissement général des garanties collectives de l'ensemble des salariés.

Un débat public est indispensable pour construire la Fonction publique de demain. La CGT compte bien y prendre toute sa place, à partir de ses propositions.

La CGT mettra tout en oeuvre pour s'opposer à l'offensive sans précédent menée par le gouvernement et pour promouvoir une Fonction publique de progrès dotée des moyens indispensables à la satisfaction des besoins des citoyens. Pour elle, la réunion intersyndicale du 21 septembre prochain doit être dans ce cadre une étape importante dans la construction du nécessaire rapport de force unitaire.

Montreuil, le 19 septembre 2007